

L'IREQ VOIS

Volume 3 no 3 septembre 1996

Journal du Syndicat Professionnel des Scientifiques de l'IREQ

Point de mire

Je quitte !

Eh oui, plusieurs le savent déjà. Je quitte temporairement pour six mois, peut-être pour beaucoup plus longtemps pour ne pas dire toujours. Je quitte principalement parce qu'il n'est pas possible de laisser passer certaines opportunités que nous offre la vie. Mais je quitte aussi par dépit; fatigué de me battre pour une entreprise et un management qui ne le méritent pas.

Pourtant, j'étais venu à l'IREQ avec joie et fierté. Les projets étaient intéressants, les défis grandissants et le personnel motivant. Maintenant, tout cela a disparu. En fait, il n'a fallu que quelques semaines pour que tout s'écroule définitivement bien que la descente en enfer ait déjà débuté depuis environ deux ans.

On n'a qu'à faire le constat :

- Échec total des tables sectorielles;
- Échec du projet moteur;
- Fermeture probable du CCFM;
- Avenir incertain du simulateur de réseau;
- Avenir plus qu'incertain des grands laboratoires;
- Arrêt ou réduction de plusieurs projets de moindre envergure mais tout aussi importants pour les personnes concernées.

On ne peut construire un avenir sur cette base. La morosité qui s'installe affecte non seulement le climat de travail mais aussi la productivité et le climat familial.

Et, pour compléter le tout, survient cette prétendue négoc-

iation où l'entreprise a décidé de profiter d'une situation particulière provoquée par un gouvernement avide de fric pour régler le compte des syndicats et des employés. Ceci est d'autant plus étonnant que ceux-ci avaient de bonne foi embarqué dans tous les programmes d'augmentation de la productivité et de partenariat de l'employeur depuis plusieurs années. Maintenant, c'est le retour à la case départ avec les sempiternels affrontements qui vont recommencer. Les grèves et les lois spéciales, le piquetage et le sabotage feront bon ménage avec les méthodes douteuses de négociation que seul notre employeur sait utiliser.

Eh bien voilà, je tire un trait sur tout ceci. J'ai un petit

tiraillement au cœur de quitter plusieurs personnes qui sont devenues des amis, mais certainement aucun remords de quitter un emploi qui ne m'amenait que frustrations depuis un certain temps.

Plusieurs chercheurs des premiers temps me disent que cette crise n'est que passagère, l'IREQ étant soumis à une espèce d'« El niño » venant l'affecter périodiquement. Espérons qu'ils ont raison et que le cycle ne sera pas trop long.

Bonne chance à tous dans votre quête du savoir.

Robert Meunier
Ingénieur

Mot de la rédaction

Septembre marque habituellement la rentrée. Mais pour Robert Meunier, cela signifie plutôt la sortie; c'est ce qu'il vous explique dans la chronique *Point de mire*. Ce numéro se distingue car il comporte une toute nouvelle chronique *L'Éclair de génie*, chronique qui, vous le verrez, nécessite votre contribution. Le compte à rebours est commencé pour le Tokamak de Varennes, peut-il encore être désamorcé? C'est ce que vous révèle Réal Decoste dans *Ren-*

dez-vous, entrevue réalisée par Charles DesBiens et Johanne Laperrière. Dans la rubrique *Saviez-vous que...*, Johanne Laperrière fait état d'une décision intéressante et qui a trait à la façon de négocier. Quant à Innocent Kamwa, il se questionne sérieusement sur le rôle actuel et futur de la recherche dans l'économie québécoise.

Bonne lecture!

La rédaction

Ce journal est publié quatre fois l'an et payé par le SPSI.

Comité de rédaction:

Charles DesBiens, *chercheur*
Myriam Hamel, *chercheuse*
Innocent Kamwa, *chercheur*
Michel Ladouceur, *chercheur*
Johanne Laperrière, *conseillère syndicale*
Robert Meunier, *ingénieur*

Conception graphique:

Guyline Hardy

Impression:

Imprimerie Daniel Boulet inc.

Dépôt légal
Bibliothèque nationale
du Québec
1996



Savez-vous que...

Hydro-Québec peut-elle négocier directement avec ses employés?

Un soir de janvier '95, Isabelle Poulin nous informait sur les ondes de Radio-Canada que cette société d'État était blâmée par le Conseil canadien des relations de travail (pendant fédéral du Bureau du commissaire général du travail au Québec) pour avoir lancé un programme de consultation de ses employés, sans consulter et associer les syndicats à sa démarche.

En effet, dans un jugement rendu en décembre '94, les juges Hornung, Eayrs et Rozenberg concluaient « que le processus établi et mis en oeuvre par l'employeur sans que ce dernier ait consulté le syndicat ou tenté d'obtenir sa participation influe directement sur le processus de négociation collective et sur les questions liées à la convention collective et affaiblit le syndicat en sa qualité d'agent négociateur exclusif des employés. » Dans les faits, Radio-Canada avait organisé des dizaines de réunions internes sur des propositions de changements, incluant des sujets comme l'organisation du travail, la sécurité d'emploi et les modes de rémunération. Ces sujets étaient discutés parallèlement avec les différentes unités syndicales.

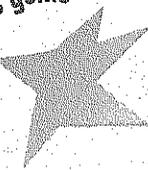
Cela n'est pas sans nous rappeler certains agissements du même acabit de la part de la Direction d'Hydro-Québec survenus au cours de l'été. Qu'on pense, par exemple, à une réunion tenue par un directeur de la VPTI où fut discutée la proposition de compression budgétaire formulée par Hydro-

Québec et qui avait déjà fait l'objet d'un rejet de la part du comité de négociation du SPSI. Ou encore, qu'il s'agisse d'une lettre que vous avez tous reçue provenant d'un membre de la haute direction, laquelle exposait, entre autres choses, les raisons pour lesquelles Hydro-Québec trouvait inacceptable la proposition syndicale, sans toutefois que celle-ci ne soit entièrement relatée. De tels gestes sont répréhensibles en vertu de l'article 12 du Code du travail québécois qui prohibe toute ingérence dans les activités d'une association de salariés et reconnaît à cette même association le droit exclusif de représentation de ses membres, plus particulièrement en ce qui a trait à la négociation de leurs conditions de travail tel que le libelle le législateur à l'article 1.

À l'époque de la décision condamnant la SRC, le CCRT rappelait du même coup aux employeurs que plus que jamais, dans les conditions économiques actuelles, ils avaient intérêt à associer de manière significative les syndicats au processus de changement plutôt que de chercher à les contourner. Peut-être devrions-nous réitérer ce message toujours d'actualité aux dirigeants d'Hydro-Québec ?

Johanne Laperrière
Conseillère syndicale

L'éclair de génie



Le Forum technologique :
Faites vos jeux !



Voici une toute nouvelle chronique qui permettra de mettre en valeur votre créativité. Sans censure et surtout sans contrainte budgétaire. Allez! Exprimez-vous! Pour cette édition, imaginez une conversation entre un chercheur et un client dans notre version imagée du «nouveau» Forum technologique. Votre idée pourrait être récompensée puisque nous offrons à la meilleure «conversation»

un certificat cadeau échangeable dans les cinémas «Cinéplex-Odéon».

Pour participer, envoyez vos textes correspondants aux chiffres indiqués dans les bulles avant le 15 novembre 1996, par télécopieur au 449-9631 ou par courrier électronique à secretariat@spsi.qc.ca. N'oubliez pas d'inscrire vos nom et numéro de téléphone. Le meilleur dialogue sera publié dans notre prochaine édition.



Élections au Bureau du SPSI

Le 17 juin dernier, avait lieu l'assemblée générale annuelle du Syndicat Professionnel des Scientifiques de l'IREQ. À cette occasion, les membres actuels du Bureau ont été réélus dans leur poste respectif. Il s'agit, de gauche à droite, de M. Claude Lafond, trésorier, M. Jean-Luc Geoffroy, vice-président, M. Jean-Marc Pelletier, président, M. Sylvain Riendeau, secrétaire et M. Michel Trudeau, vice-président. L'équipe de rédaction leur souhaite bonne chance.

Monsieur Pierre St-Arnaud, nouveau Vice-président exécutif Technologie et Développement, devait nous accorder une entrevue pour ce numéro de septembre. Compte tenu de tout ce qui passe à Hydro-Québec, il a dû reporter notre rendez-vous. Il nous a assuré cependant, par le biais de sa secrétaire, qu'il serait heureux de nous rencontrer pour notre numéro de décembre. Ce n'est donc que partie remise. Toutefois, nous avons cru qu'il serait intéressant de connaître l'opinion de Réal Decoste, chercheur à l'IREQ occupant les fonctions de chef de service au CCFM de façon intérimaire, sur la situation qui prévaut actuellement au Tokamak de Varennes.

« Que le Canada soit impliqué ou non dans la fusion, la fusion sera une réalité. La fusion n'attend pas après le Canada, c'est plutôt l'inverse! »

Le CCFM fêtera-t-il son 10^{ème} anniversaire ?

Malgré la situation critique dans laquelle se trouve actuellement le Centre Canadien de Fusion Magnétique (CCFM) et son projet, le Tokamak de Varennes (TdeV), Réal Decoste, demeure optimiste. Afin que nous puissions mieux saisir la complexité des enjeux, il nous dresse un bref historique des faits.

Le programme de fusion relève du Ministère des Richesses naturelles du Canada sous la gouverne de Madame Anne McLellan. La gestion du programme a été confiée à ÉACL (Énergie Atomique du Canada Limitée) ce qui, selon monsieur Decoste, constitue une grave erreur. « C'est l'équivalent de confier la bergerie aux loups », lance-t-il. La mission d'ÉACL étant axée sur la fission, la fusion est un peu son compétiteur. Les objectifs du minis-

tère, côté énergétique, sont purement à court et moyen terme soit un horizon de vingt ans, tout au plus. Il est clair que le CCFM ne pourra produire d'énergie d'ici cette échéance. En effet, le mandat du CCFM vise plutôt à développer une filière énergétique à long terme. Or, lors de la récente révision de ses programmes exigée par le gouvernement fédéral dans le cadre d'un exercice de compression budgétaire, ÉACL a décidé de mettre fin au financement du programme de fusion puisqu'il ne cadre pas avec sa mission. Sachant que la contribution fédérale au budget de 14,5 millions de dollars du TdeV est de 50%, l'autre moitié étant versée par Hydro-Québec et l'INRS dans une proportion de 40% et 10% respectivement, on comprend aisément que l'avenir du projet soit fortement compromis.

Depuis cette annonce, nombreuses ont été les pressions exercées, que ce soit par le Gouvernement du Québec, la Chambre de commerce du Québec, l'Ordre des ingénieurs du Québec ou Hydro-Québec, afin que le gouvernement fédéral reconsidère sa décision. Mais à ce jour, la position demeure inchangée. Cependant, monsieur Decoste nous indique qu'il y a tout de même une lueur au bout du tunnel, puisqu'on est actuellement à regarder l'hypothèse de confier la gestion du programme au Conseil National de la Recherche du Canada (CNRC) sous la tutelle du Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie du Canada. Divers scénarios de montage financier sont présentement élaborés. Le sort du CCFM semble donc être entre les mains de ce ministère. Mais Réal Decoste est confiant car ce ministère, dit-il, possède un horizon beaucoup plus vaste que le Ministère des Richesses naturelles. De plus, il affirme qu'un pays du G7 tel le Canada ne peut se permettre de rater le train. « Que le Canada soit im-

pliqué ou non dans la fusion, la fusion sera une réalité. La fusion n'attend pas après le Canada, c'est plutôt l'inverse! »

« tant que le gouvernement fédéral va continuer à voir ce type de recherche, le CCFM, comme une dépense plutôt qu'un investissement...c'est pas juste le CCFM qui va être en difficulté mais toute notre société en général. »

Quant à l'alternative voulant que seul Québec puisse assumer le financement du CCFM, il la juge totalement irréaliste. Le TdeV, dit-il, est une installation nationale qui permet de développer une expertise tant sur le plan scientifique que technologique. Il permet également de positionner l'industrie canadienne dans un créneau encore en émergence. De plus, ce projet génère des retombées d'envergure nationale. Mais avec une participation d'à peine 1% à l'enveloppe mondiale de la fusion, le Canada peut-il être un joueur actif ? Ce à quoi monsieur Decoste répond « il faut voir qu'avec 1%, on gagne accès au 99% qui reste (de connaissances) ».

Mais le temps presse, car le compte à rebours est commencé depuis mars dernier et le mois prochain le CCFM devra aviser ses partenaires que leur personnel n'est plus requis si aucune solution au financement n'est trouvée. Ce qui aura pour conséquence d'entraîner l'émission de préavis de licenciements pour la communauté scientifique oeuvrant à ce projet. Réal Decoste nous relate qu'il s'agit d'une centaine d'emplois directs et près de trois fois plus d'emplois indirects. À cela s'ajoute

les 75 millions de dollars, coût des installations, qui s'envelopperont en pure perte. Autre perte non moins négligeable que celle de l'expertise acquise dans ce domaine. « Il faut facilement 10 ans pour assembler une telle équipe » nous révèle monsieur Decoste. Pour ces employés, cela signifie le chômage, l'exil, ou encore, un changement de carrière.

En terminant, Réal Decoste insiste « tant que le gouvernement fédéral va continuer à voir ce type de recherche, le CCFM, comme une dépense plutôt qu'un investissement...c'est pas juste le CCFM qui va être en difficulté mais toute notre société en général. »

Johanne Laperrière
Charles DesBiens



Monsieur Réal Decoste, chef de service intérimaire au Centre canadien de fusion magnétique

Bâtir une meilleure économie: avec quel rôle pour la recherche ?

Lester Thurow, économiste de renom, ancien doyen du Sloan School of Management au MIT et vice-président de l'Association des économistes américains, accordait récemment une entrevue intéressante à la revue *Technology Review*, disponible sur internet. Cet homme influent rejette avec vigueur l'évolution que l'on nous dit inéluctable de nos pays vers le néo-capitalisme, clamant au contraire sa foi en un mélange intelligent de support public et d'initiative privée comme condition essentielle à l'émergence d'une meilleure économie.

À la question: «Pourquoi les investissements à long terme sont-ils importants pour entretenir le dynamisme économique?» Lester Thurow répond: «D'où vient l'internet? Il fût payé par le département de la défense et la National Science Foundation trente ans avant de

devenir économiquement viable. Le gouvernement a essentiellement subventionné cette technologie jusqu'à ce qu'elle puisse attirer le financement privé. Il en va de même de la biotechnologie, dans laquelle les gouvernements ont investi pendant trente ans avant que les compagnies en viennent à faire des produits biotech commercialisables. Si nous nous privons d'investissements similaires aujourd'hui, nous ne verrons plus poindre ces nouvelles industries, à même de fournir des emplois, des revenus et de la productivité...»

Sans aller aussi loin que Léo-Paul Lauzon, Thurow exprime bien d'autres opinions économiques à contre-courant des tendances dominantes. Toutes tendent à conforter les convictions que beaucoup d'entre nous entretenons pour la recherche, et ce non sans héroïsme, en ces temps ingrats où la coupure en R&D est devenue «politiquement correcte», au même titre du reste, que le redressement d'entreprise par réduction massive de personnel.

Dans la même veine, Rustum Roy offrait dans la revue *Sciences* du 19 juillet 1996, un éditorial tout en questions à l'intention des chercheurs. Entre autres: (i) Les compagnies à travers le monde ont décidé qu'elles tiraient un profit insuffisant de leurs activités de recherche fondamentale. Les universités et agences gouvernementales doivent-elles effectuer un rééquilibrage semblable? (ii) Nous pouvons dans une modeste mesure argumenter en public pour davantage de budgets de recherche sur la défense du pays, l'environnement, des systèmes de transport modernes, la production de plus d'énergie à moindre coût, et

ainsi de suite. Mais que diable peut-on plaider pour défendre une recherche non orientée, quand celle-ci requiert des budgets par milliards de dollars (fusion, astrophysique, etc.)? (iii) Devrait-on privatiser le financement des recherches non reliées à des produits directement utiles, via des incitatifs fiscaux ou les oeuvres philanthropiques de milliardaires ayant fait fortune grâce aux innovations technologiques ?

Selon cet éditorialiste réputé, si un chercheur se refuse à faire ses devoirs pour faire face à de telles interrogations, c'est qu'il n'est pas encore prêt au débat public sur la recherche, car le parti pris pour la science n'est méritoire que s'il est motivé par des convictions morales et non le désir primaire de subventions accrues dans son propre domaine d'expertise. Cependant, pour certains, comme Arthur Kornberg du département de biochimie à Stanford, de tels devoirs sont vite faits: aucune organisation industrielle ou philanthropique n'a et n'aura jamais assez de ressources ou de volonté pour soutenir des programmes aussi coûteux, et surtout, avec des buts aussi flous et abstraits que ceux qui nous ont donné dans le passé, la découverte du transistor, des rayons x, de la pénicilline, ou du vaccin contre la polio.

Bizarrement, face à ces succès mémorables de la recherche non orientée (ou prospective), s'érige l'échec commensurable de certains programmes étroitement orientés, dont le meilleur exemple reste la fameuse guerre contre le cancer (National Cancer Act), lancée à grands renforts de budgets par le président Nixon en 1971 (25 milliards sur deux décennies).

Salut Robert!

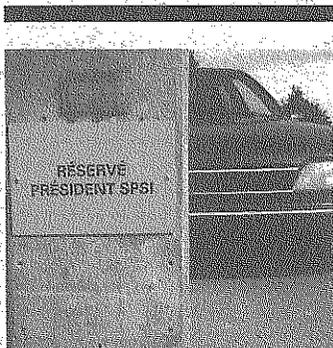
C'est avec peine que nous avons appris ton départ. Nous nous réjouissons cependant des nouveaux défis qui t'attendent, lesquels sont à la hauteur de tes ambitions.

Quand on pensera à toi Robert, il nous viendra à l'esprit l'image d'un homme ayant le courage d'exprimer ses opinions et d'une grande intégrité.

Sois assuré de notre volonté de poursuivre le travail accompli au journal dans le respect de l'idéologie de son géniteur.

De la part de nous tous, bonne chance!

L'équipe de la rédaction



Une photo vaut mille mots!

Une photo vaut mille mots, dit-on! C'est donc un moment historique pour l'IREQ. Nous espérons obtenir l'équivalent pour notre futur(e) rédacteur(trice) en chef, avis aux intéressé(e)s!

«Building a Better Economy: an interview with Lester Thurow», *Technology Review*, Juin 96, Disponible sur internet: <http://web.mit.edu/afs/athena/org/ttechreview/www/tr.html>.

Rustum Roy, «Roads Not Taken, Yet», Editorial, *Sciences*, 273, 19 juillet 1996, p. 291.

Arthur Kornberg, Lettre à l'Éditeur, *Sciences*, 273, 16 août 1996.

John C. Bailar III, «War against cancer is being lost», *Scientific American*, Janvier 1994.

Innocent Kamwa
Chercheur